

<http://levenissian.fr/une-autre-politique-economique-et-sociale-est-possible-et>



Une autre politique économique et sociale est possible et nécessaire !

- Vie politique -



Date de mise en ligne : lundi 2 novembre 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le refus de Macron de sortir d'une vision libérale de l'organisation de la société et de l'économie coûte cher aux français. Nous sommes de nouveau confinés, avec des modalités différentes qu'au printemps, notamment concernant l'école, le travail, les commerces et les services publics. Cela interroge sur la capacité du président de la république, de son gouvernement à gérer cette crise sanitaire dans l'intérêt de la population.

Le virus du COVID se développe de nouveau, la « 2e vague » annoncée dès la fin de la 1re est là et nous nous retrouvons dans la même situation qu'au printemps. Le « monsieur déconfinement », Jean Castex, qui a été nommé par Macron 1er ministre en juillet est donc devenu monsieur reconfinement.

Les gesticulations et les plans « com » de se pouvoir ne peuvent remplacer la mise en place d'une véritable politique économique, sociale, solidaire qui rompt avec les dogmes capitalistes et libéraux. Des grands discours du président lors de ces interventions télévisées du printemps il ne reste rien. « Plus rien ne sera comme avant », « Cette situation m'a profondément changé », « Il faut retrouver les jours heureux ». Toutes ses phrases sonnent creux parce qu'elles restent à l'état de discours sans aucune décision permettant de les lier à la réalité.

Ce n'est pas nouveau ! Sous la pression, ce pouvoir feint de vouloir bouger et organise de grandes initiatives desquelles sont sensés sortir des propositions politiques fortes.

- Avec les Gilets Jaunes cela a été l'organisation de « Grands débats » à travers la France et sur internet.
- Avec la réforme des retraites cela a été l'organisation d'une « Grande concertation ».
- Sur la question du changement climatique cela a été le lancement d'une « Grande concertation de terrain sur la transition écologique » avec la mise en place d'une convention citoyenne.
- En ce qui concerne les hôpitaux et notre système de santé cela a été « Le Ségur de la santé »
- Et maintenant concernant l'école après l'assassinat de Samuel Paty ce pouvoir parle d'un « Grenelle de l'école ».

Mais chaque fois les décisions qui en découlent sont à la marge des orientations et des politiques appliquées.

Cette crise sanitaire a fait éclaté au grand jour la situation de notre système de santé et notamment celle des hôpitaux. Cela fait des années que les médecins, les personnels soignants alertent se mobilisent, dénoncent le manque de moyen, de personnel, la fermeture de lits et d'hôpitaux de proximités.

Et cela fait des années qu'ils ne sont pas entendus et que la seule orientation donnée est celle de la rentabilité, du financement à l'acte, poussant les médecins, les directions d'hôpitaux à libérer les lits le plus vite possible pour prendre d'autres patients.

Pour faire face à cette deuxième vague annoncée, dès le mois de mars, il aurait fallu engager un grand plan de recrutement et de formation pour ajouter du personnel dans les hôpitaux et l'accompagner d'un plan d'investissement en matériel, en lits de réanimation et en lits en général. Il y avait, dans l'urgence, des actes forts à poser pour anticiper et commencer à changer de trajectoire. 3 400 lits ont été fermés en 2019 et 4 200 en 2018, 100 000 en vingt ans, mais le gouvernement annonce seulement 4 000 créations en 2021.

Et le budget de la Sécurité Sociale pour 2021 présenté par ce gouvernement, s'il prévoit la prise en charge des mesures décidées dans le « Ségur de la santé », prévoit aussi de compresser le reste du financement, avec 4 milliards d'efforts demandés, dont 800 millions à l'hôpital.

Dans le même temps l'Italie annonçait un plan d'embauche de 6600 médecins et de 14500 infirmiers.

Car ce qui oblige au reconfinement c'est la crainte de la saturation des hôpitaux. La crainte de l'incapacité de prendre en charge l'ensemble des malades tant ils ont affaibli l'hôpital.

Si l'annonce du maintien de l'ouverture des écoles jusqu'au lycée est une bonne chose, tant la non scolarisation lors du précédent confinement a été catastrophique et a creusée encore un peu plus les inégalités, le faire sans moyen supplémentaire n'est pas réaliste et porte à penser que ce qui pousse le gouvernement ce n'est pas tant l'instruction des enfants, que de permettre aux parents de poursuivre leur activité professionnelle.

Confinement, reconfinement, état d'urgence sanitaire, couvre feu, dans toute ces situations c'est la démocratie qui en prend un coup. Macron ne cesse de parler de concertation mais dans la réalité elle n'existe pas. Les décisions sont prises à quelques uns en niant le rôle du parlement du Sénat.

Ce n'est pas nouveau lors de la réforme des retraites, comme de la réforme du droit du travail, c'était la même pratique.

Cette gestion de la crise sanitaire est désastreuse. Mensonges (en mars le port du masque ne servait à rien). Culpabilisation de la population (c'est de notre faute nous ne respectons pas les gestes barrières). Utilisation des médias qui a longueur de journée nous assomme de chiffres sur le nombre de cas, d'hospitalisations, de décès sans qu'on ait les moyens d'en mesurer la portée réelle. Fermeture des commerces de proximités alors qu'à priori ce n'est pas là qu'il y a la plus forte concentration de population. Fermeture des cinémas, théâtres, musées, bars, restaurants.

En fait c'est toute la vie sociale, politique, culturelle, familiale, affective, solidaire qui est bouleversée. Cela aura des conséquences sur les personnes les plus fragiles, les plus isolées.

Macron, ses gouvernements auront à rendre compte de cette gestion. Les choix politiques fait au nom des dogmes libéraux et capitalistes montrent leur incapacité à répondre aux besoins des populations. Cette crise doit nous renforcer aussi dans notre conviction qu'une autre politique économique et sociale est possible et nécessaire.